

Rapport du débat sur l'école du 13 décembre 2003

Question n° 1 : Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Question n° 3 : Vers quel type d'égalité l'école doit-elle tendre ?

Points clés : Citoyenneté, égalité des chances, service public.

Préambule

Il y a très peu de participants au débat : une dizaine de membres de la communauté éducative et une demi-douzaine de parents, tous adhérents ou sympathisants de la FCPE.

Les questions n° 1 et n° 3 étant étroitement liées, elles n'ont pas fait chacune l'objet d'un débat différencié et la décision est prise d'aborder le débat plutôt au niveau local. Aucun problème quant à la laïcité ne se posant dans l'école, c'est la notion de citoyenneté qui sera privilégiée.

Sur la laïcité

Les questions concernant la laïcité sont habituellement trop restreintes au fait religieux, alors que cela concerne aussi l'autonomie individuelle, la possibilité pour les enfants d'évoluer dans un cadre plus ouvert que le cadre familial, et qui permet de mieux garantir l'égalité des chances. Le principe de laïcité n'est pas quelque chose qui arase tout. C'est une essentielle mise à distance de certaines valeurs individuelles. La laïcité est un outil pour promouvoir l'intérêt commun. Un des fondements de l'école républicaine est de former des êtres sociaux. Les enfants doivent évoluer en dehors des pressions religieuses et autres, et l'école doit leur assurer l'égalité des chances et des droits, sans distinction de sexe, de race, de religion ou de milieu social. C'est ainsi qu'on doit appréhender la citoyenneté. C'en sera fini de l'école républicaine si elle n'assure pas ce rôle.

Sur la citoyenneté

L'école crée le lien entre les individus eux-mêmes et entre les individus et l'Etat. C'est la première relation forte entre un enfant et l'Etat, entre ce qu'offre l'Etat à l'enfant pour son devenir personnel et l'inscription de cet enfant dans un univers collectif. La formation actuelle des enseignants, hélas, n'offre plus de rappel des engagements républicains, et c'est au cours de leur pratique qu'ils appréhendent l'idée de l'école républicaine, les valeurs humanistes à transmettre aux enfants, la laïcité et la mixité sociale comme facteurs d'ouverture et d'épanouissement. Dans les IUFM, on prépare les instituteurs à enseigner dans le XVI^e arrondissement... C'est au sein du groupe d'enfants, où chacun peut s'enrichir de l'expérience des autres, grâce au mélange des milieux sociaux, que les instituteurs transmettent les valeurs de l'école républicaine. Il n'y a qu'à l'école

que des enfants issus de milieux différents peuvent apprendre à se parler et à s'écouter, au-delà des discours entendus dans le milieu familial. Les enseignants sont là pour les aider à vivre ensemble et la mixité sociale est importante pour l'avenir. Une fois devenus adultes, ils seront plus riches de cette expérience pour continuer à communiquer de façon transversale.

Sur les valeurs républicaines

L'Etat donne le sentiment d'abandonner ces valeurs républicaines. Cette question de faire reconnaître les valeurs républicaines de l'école par la société est assez étrange, car l'école est une institution qui est là pour chacun, elle devrait donc être par nature inscrite dans les valeurs républicaines. C'est avant tout à l'Etat de les affirmer, et il est choquant de tester les gens sur leur attachement aux valeurs républicaines.

Chaque texte rappelle le sens collectif de l'école et le travail des enseignants est de faire l'aller-retour entre le collectif et l'individuel. Les programmes prévoient un socle commun. A l'Ecole normale, on ne parle pas de l'AIS ni des ZEP, et ce n'était pas non plus le cas il y a vingt ans, mais on demandait aux futurs enseignants de réfléchir : comment les enfants s'inscrivent-ils dans un socle commun ?

Hier - avec des méthodes parfois contestables -, on formait facilement des citoyens capables de voter et de travailler. On voyait clairement le but à atteindre. Depuis les années 70, il y a eu une remise en question de la mission de l'école, au nom de l'individu. Cette orientation a été reprise dans la volonté de casser l'école, d'isoler les individus par rapport au système, d'aller vers une décentralisation qui revient à une privatisation rampante, actions qui vont à l'encontre de notre école. Il faut faire connaître l'attachement du public à ce système, à cette école républicaine, avant que tout ne soit démantelé.

Sous le prétexte que le monde change, il faudrait changer nos valeurs ! C'est absurde, il faut les faire perdurer. Ce sont celles dont s'est dotée la collectivité, et c'est l'école qui doit en être la traduction et l'expression forte. C'est un débat politique : c'est bien de retrouver ces valeurs dans les textes, mais il ne suffit pas de les enfermer dans un cadre si aucun moyen n'est donné pour leur permettre d'exister.

Ce sont des valeurs transcendantales qui font partie de la constitution même de l'enseignement. Enseignants et parents d'élèves les partagent.

Comment avoir des actions communes alors que l'école publique est en danger ? Comment faire si elle ne fait plus partie du socle de la société ? On est confrontés à l'introduction de pratiques libérales qui n'ont rien à faire à l'école. Elle doit permettre aux enfants d'acquérir des connaissances qui leur permettront d'exercer un métier. Mais, dans ce contexte économique, il faudrait intégrer l'idée que la production de savoir est insérée dans un projet, ce qui se fait dans le privé. A l'extérieur, le monde a changé et on ne peut plus former seulement des esprits. Il y a une ouverture au monde qui permet à l'école de

changer, il y a par exemple aujourd'hui une plus grande prise en compte de l'expression individuelle.

La société a évolué mais ce qui reste important est l'égalité des chances par la mixité dans tous les sens du terme. Il est aberrant par ailleurs que les IUFM ne n'abordent pas la question des ZEP dans la formation des maîtres. Les enseignants auraient par nature et sans formation pour mission de garantir l'école républicaine ! Les moyens financiers et humains accordés à l'école publique sont insuffisants et la décentralisation creusera encore les inégalités existantes. Le libéralisme n'en est qu'au début de ses attaques sur le système scolaire. Il a vocation à régionaliser l'école, et à la mettre en adéquation avec les nécessités économiques. Mais le système ne pense qu'à court terme. Les attaques viennent de partout. Les parents ne se sont pas assez emparés du débat, même sans illusions sur sa finalité, et certains enseignants l'ont boycotté. Aurait-on peur ? On est sur la défensive au lieu d'être dans l'offensive

Sur l'égalité des chances

Etre ensemble dans un même lieu est essentiel, mais ce n'est pas suffisant : chaque enfant a droit aux mêmes chances que son voisin et d'être considéré comme un élève. Bizarrement, on ne parle jamais des écoliers, comme si les valeurs qu'on peut transmettre s'arrêtaient à la porte de la classe. Les parents et les enseignants ne savent plus répondre à cette question : qu'est-ce qu'un écolier ? Mais l'égalité des chances n'est pas identique à l'école et à la maison, puisque ceux qui ne bénéficient pas de relais dans leur famille ont plus de mal à enregistrer les messages de l'école. La question des devoirs est fondamentale à cet égard. Il faut pourtant tirer l'égalité vers le haut et non pas vers le bas et les devoirs ne sont pas un problème s'ils sont faits à l'école plutôt qu'à la maison... Ce qui est une gageure quand il n'y a qu'un animateur d'étude pour 30 enfants ! Le recrutement d'aides éducateurs améliore cette situation.

Il faut donner aux enfants les outils pour mettre les choses en relation et construire. Car on peut aider les enfants à le faire, même si c'est difficile de construire un savoir. Les enseignants devraient être formés à ça et ce n'est pas le cas en IUFM. Un des rôles des maîtres de CM1 et CM2 est d'apprendre aux élèves à apprendre. Au collège, ce ne sera pas fait...

Il ne s'agit pas de former de bons petits travailleurs, mais de les mener ainsi loin que possible.

Sur le recours au privé

Une chose importante qui contribue à changer l'école est qu'hier le débat public-privé était un débat religieux. Aujourd'hui, on ne fréquente plus l'école privée par conviction religieuse, mais quand l'école publique ne donne pas satisfaction. Il faut aujourd'hui être un militant de la République pour laisser ses enfants à l'école publique. Il faut revenir sur les fonds publics alloués au privé, qui doivent aller à l'école publique.

Le privé supprime la mixité sociale et dans notre arrondissement, qui change très vite, les adhérents FCPE ont contribué à ramener les enfants des classes moyennes dans le public. Ce n'est qu'un début de la bataille à livrer et, tant qu'elle n'est pas gagnée, l'égalité des chances est un vain mot. La société des années 60 était encadrée par le collectif — partis, associations —, on espérait un devenir commun, alors qu'aujourd'hui, dans les cités, on veut se débrouiller individuellement.

En 1984, la bataille a été perdue et a ouvert la porte au consumérisme scolaire, les allers-retours public-privé se sont multipliés, mêlant les deux sphères. Pour éviter le recours au privé, il faut essayer de faire progresser l'école publique, dans chaque établissement. Grâce à la qualité du travail effectué, on peut rattraper des gens tentés par le privé. Voilà la solution concrète sur le terrain.

Sur les ZEP

En ce qui concerne l'égalité des chances, il est certain que la ZEP peut compenser des différences sociales et que des classes de 20 élèves sont adaptées dans certains endroits, mais elle a par ailleurs ouvert grand les portes du privé, ghettoïsant le secteur public en quelques années. Par exemple, on a accusé les écoles publiques du XVIII^e arrondissement d'avoir le plus bas niveau de France, alors que c'était faux ! L'argent alloué aux ZEP est utile, mais les classes moyennes inférieures ont commencé à fuir. Que les ZEP ne règlent pas toutes les inégalités ne prouve pourtant pas qu'elles sont inutiles, ni surtout dangereuse pour la mixité. Un accompagnement, un discours, des associations permettent que ça fonctionne, mais ça n'a pas marché dans des ghettos préexistants. L'Etat finance l'école privée, lui offre un programme et des enseignants, et le privé a pris de la laïcité ce qui lui convenait, l'argent, mais en a oublié les contraintes : l'ouverture à tous, la non-sélection. La liberté d'opinion n'est plus en cause, le problème aujourd'hui, c'est la mixité sociale. Certaines écoles publiques sont maintenant en difficulté sans autre raison que la fuite vers le privé. Il faudrait appliquer les bonnes choses du privé au public, et pour cela il faut redonner des moyens au public.

Sur le collège

Le public n'a pas su mettre en œuvre les structures nécessaires pour certains enfants, qui ont dû aller vers le privé, notamment au moment du passage en 6^e. Certains parents considèrent que pour le secondaire le public ne fonctionne plus : l'enfant y est livré à lui-même, il n'y a pas de cohésion entre les différentes matières et les différents professeurs, et les parents entrent moins au collège qu'à l'école élémentaire. Il faut modifier quelque chose dans le second degré public, mais la possibilité de recourir au privé le pénalise, bien que l'enseignement y soit supérieur. On n'y tient pas compte des conditions de vie des enfants, alors que c'est primordial. Et la concertation est impossible...

Les différents collèges ont des réputations variables mais surtout peu de chose serait nécessaire pour que les choses fonctionnent bien, en améliorant les temps de vie commune, la cantine par exemple. Certains enfants pourront récupérer de leur journée difficile, mais pas tous. La journée scolaire doit être harmonieuse et les adultes doivent y faire attention.

On ne veut pas être enfermé dans cette situation, qui amène ceux qui en ont les moyens à fuir vers le privé sans autres raisons que des questions comme celles-là. Il faut des réponses. Et si la FCPE locale a pu peser sur le recours au privé dans notre quartier, elle est totalement impuissante en ce qui concerne le collège. Les recours deviennent plus individuels au collège. Il faut en plus se rappeler que les classes sociales aisées sont celles qui obtiennent le plus facilement des dérogations...

Certains enfants entrent en 6^e sans avoir le niveau requis, car on ne peut plus faire redoubler un enfant sans l'avis des parents. Pourtant, dès la maternelle les enseignants savent que certains enfants ont et auront des difficultés scolaires, sans vrais moyens pour les combattre. L'égalité des chances est en question. Il faudrait en plus assurer un meilleur lien entre les classes ponts : GSM-CP et surtout CM2-6e. Les marches entre elles sont de plus en plus hautes, les professeurs ne suivent pas forcément les programmes et imposer un suivi aux enfants ne sert à rien sans l'engagement des parents. Pourtant un enfant qui a des problèmes scolaires pourra poser des problèmes disciplinaires.

Trois priorités pour l'école

1. Assurer une réelle égalité des chances en donnant à l'école publique des moyens financiers et humains.
2. Former les enseignants aux réalités de la mixité sociale.
3. Ne pas décentraliser l'Education nationale.

Commentaire

Les participants soulignent leur volonté de se mobiliser pour soutenir les valeurs républicaines de l'école qu'ils défendent.

